

c/o Nature & Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

ISSN 0996-5572

Lettre d'information

n° 59 - Mars 1993

10 F

VOUS AVEZ DIT "CULTURE DE SÛRETÉ" ?

Le 20 janvier 1993, une équipe de quart de la centrale de Paluel a mis en œuvre un exercice de simulation d'accident. Il s'agissait de réagir à une perte supposée du refroidissement des générateurs de vapeur (circuit secondaire).

Plusieurs erreurs se sont produites dès le début : l'essai a été fait à une puissance plus forte que ne le prescrivaient les instructions, une soupape demeurée ouverte a provoqué un refroidissement accéléré du générateur de vapeur, ce qui a entraîné à son tour un refroidissement imprévu du cœur, où la réaction pouvait dès lors redémarrer sans contrôle. Il a fallu plus d'une heure pour que la salle de commande

comprenne ce qui se passait et envoie quelqu'un fermer à la main la soupape laissée ouverte. Plus grave encore, la simulation était effectuée alors que les sécurités du cœur avaient été débranchées (l'équipe de service voulait probablement éviter tout arrêt d'urgence, qui l'aurait obligée à reprendre l'expérience). Enfin, la direction de la centrale a mis une semaine avant de signaler l'incident aux autorités de sûreté.

Même si le directeur de Paluel 1 et 2 a été démis de ses fonctions, même si l'équipe de quart est renvoyée aux simulateurs de conduite de réacteur, cette accumulation d'erreurs "humaines" fait irrésistiblement penser à l'enchaînement de bourdes

LE SAMEDI 17 AVRIL, À 14 HEURES,

le comité Stop Nogent-sur-Seine organise une réunion
où R. Belbéoch fera un exposé sur le thème :

**LE RAYONNEMENT, LA RADIOACTIVITÉ, LES SAVANTS
ET LEURS MYTHES**

à l'AEPP - 46, rue de Vaugirard PARIS VI^e (RER Luxembourg)

Le rayonnement et la radioactivité ont suscité dès l'origine des réactions magiques non seulement de la part des charlatans mais aussi chez les savants. La destruction d'Hiroshima, première manifestation concrète des forces nucléaires est apparue d'une façon unanime comme une

« révolution scientifique ». Elle a donné lieu à un délire scientifique rarement atteint. La destruction quasi totale de la ville a été accompagnée d'un hymne à la science (et aux savants) qui a profondément marqué l'histoire de l'énergie nucléaire sans produire d'angoisse dans la conscience collective.

Nos lecteurs et adhérents sont cordialement invités

LE VENDREDI 23 AVRIL (Jour de la Terre) à 20 h 45

SOIRÉE-DÉBAT

**LE NUCLÉAIRE ET LES DANGERS DE LA CENTRALE DE NOGENT POUR L'ILE-DE-FRANCE
À ÉPINAY-SUR-ORGE (91) (salles annexes derrière la Mairie)**

— Organisée par les Amis de la Terre du Val d'Orge, avec le Comité Stop Nogent —

qui a produit la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Quand on entend les discours officiels sur la culture de la sûreté dans l'entreprise EDF, il reste l'indignation ou l'éclat de rire.

La presse a fait preuve de son habituelle discrétion en mentionnant à peine ce scandaleux incident. Ce contentieux de la presse avec la vérité nous est malheureusement familier.

L'article du Monde du 27 janvier 1993 sur les problèmes de corrosion dans les couvercles de cuve était typique par l'application qu'il mettait à s'en tenir aux strictes limites autorisées par le lobby nucléaire. C'est visiblement le début d'une longue série de mauvaises nouvelles, qu'il va falloir distiller avec adresse : les falsifications de radiographies de soudures à Dampierre n'existent pas encore pour l'opinion, pas plus que les défauts métallurgiques sur les soudures des lignes de vapeur (à Saint-Alban, ou Paluel). Maintenant, EDF constate, à Tricastin et dans plus d'une douzaine de réacteurs 900 et 1300 Mw, que les soupapes sur un circuit de "refroidissement intermédiaire" sont bloquées depuis longtemps par la corrosion (il s'agit du circuit qui assure notamment le refroidissement des pompes permettant la circulation

de l'eau de refroidissement du circuit primaire). Ces soupapes devaient éviter qu'en cas d'accident, l'eau du primaire, très radioactive, ne passe par ce circuit pour sortir de l'enceinte de confinement.

L'accumulation d'incidents génériques depuis dix-huit mois dans les centrales françaises atteste leur vieillissement précoce (beaucoup ont moins de dix ans d'âge). Ce qui s'effrite irréversiblement sous nos yeux, c'est le pari industriel engagé par le lobby nucléaire dans les années 1970.

Tout cela ne peut que nous renforcer dans notre vigilance vis-à-vis de la centrale de Nogent, comme de toutes les centrales nucléaires (et notamment de Superphénix, que le lobby veut voir redémarrer coûte que coûte, voir p. 8). Les lecteurs peuvent lire ci-dessous un résumé de la réunion annuelle de bilan d'EDF pour Nogent, où nous avons demandé comment cette centrale faisait face à la série d'incidents génériques qui affectent de plus en plus l'ensemble des installations nucléaires françaises.

La course entre la sortie du nucléaire et l'avènement de la catastrophe n'est pas gagnée.

LA RÉUNION D'INFORMATION D'EDF SUR NOGENT

NOGENT ET LES INCIDENTS GÉNÉRIQUES DU PARC NUCLÉAIRE FRANCAIS

Le bilan annuel de la centrale de Nogent-sur-Seine a été présenté, comme les années précédentes, par son directeur, M. Jeandron, qui a commencé par traiter du bilan de la production : les deux réacteurs ont produit 16,1 milliards de kilowatt-heure en 1992, ce qui est le meilleur résultat depuis le démarrage de la centrale. Sa disponibilité a été de 74,5 %, soit un peu plus que la moyenne de l'ensemble des réacteurs 1300 Mw (Nogent n'a pas encore effectué divers contrôles techniques qui ont immobilisé d'autres installations semblables).

M. Jeandron s'est ensuite félicité d'une bonne maîtrise des périodes d'arrêt pour rechargement. Dans l'ensemble, l'optimisme était de rigueur, le problème des tubes de générateurs de vapeur, apparu en 1989, semblant "régulé". La maintenance préventive, par microbillage des tubes (martelage de leurs faces intérieures) serait pour le moment efficace.

Les incidents indicateurs pour la sûreté (arrêts automatiques ou incidents significatifs) situent maintenant la centrale de Nogent dans la "norme" des 1300 Mw français (alors qu'elle avait connu des dysfonctionnements supérieurs durant ses premières années). D'autre part, la multiplication des "incidents significatifs" serait due à une vigilance accrue des techniciens chargés de la sûreté, et à la détection d'une augmentation des anomalies de conception de matériel.

Une modification importante dans la façon de conduire les réacteurs est en voie de généralisation sur l'ensemble des réacteurs nucléaires français. Au lieu d'une conduite par un chef de quart, assisté en parallèle par un ingénieur contrôlant la sûreté et pouvant prendre la direction des opérations en cas d'incident, on passe à une direction unique : un chef d'exploitation dirige l'équipe de conduite. Après un "net progrès" dans la "culture de sûreté", Les équipes de conduite tendaient à trop se reposer sur l'ingénieur de sûreté. Dans la nouvelle organisation (testée sur trois sites en France et en voie de généralisation), un spécialiste de la sûreté demeure pour analyser les incidents, mais il n'est plus présent en continu et n'intervient qu'après coup, dans l'analyse des incidents.

Diverses questions ont été posées pour savoir comment la centrale de Nogent-sur-Seine faisait face à la série d'incidents génériques qui frappent depuis un an et demi un grand nombre de réacteurs français, 900 et 1300 Mw.

Pour ce qui est de la corrosion sur les traversées de couvercle, la vérification aura lieu au cours des arrêts pour rechargement de 1993. M. Jeandron a fourni divers éclaircissements sur la question et a reconnu que l'affaire était passablement complexe : le phénomène de corrosion qui affecte certaines traversées du couvercle de cuve, n'est pas seulement dû à la température du cœur, mais également aux contraintes. C'est ce qu'indiquerait l'exemple du réacteur du Blayais (qui fonctionnerait à moindre température) et qui connaît lui aussi une corrosion de la pièce incriminée.

D'autre part, au printemps 1992, les falsifications de radiographie de soudures, avérées à Dampierre, ont amené à vérifier un certain type de soudures à Nogent (une équipe d'un sous-traitant de Spie-Batignolles serait seule responsable des problèmes constatés à Dampierre, et la cause en serait moins la malveillance délibérée que la volonté de faire vite, en radiographiant toujours la même soudure en bon état). Il n'y aurait aucun problème de ce type à Nogent (la vérification aurait concerné une série entière de soudures). EDF sera néanmoins appelée à changer son mode de contrôle sur les travaux de sous-traitance. Elle ne se contentera plus de vérifier les clichés de soudure fournis et procédera à des radiographies par elle-même.

En ce qui concerne les "défauts métallurgiques" sur les soudures des lignes de vapeur, constatées sur les réacteurs de Saint-Alban et de Paluel, la vérification à Nogent devrait être faite dans le courant de l'année (mais M. Jeandron a eu l'air peu assuré sur ce point).

On peut donc constater que, pour le moment, les vérifications à Nogent, portant sur divers incidents génériques affectant une grande partie des réacteurs français, n'ont pas été considérées comme une priorité absolue.

Nous avons saisi l'occasion pour rappeler que nous avions demandé lors de la réunion de bilan de Nogent en 1991 s'il était possible de consulter l'inventaire des pièces en Inconel 600 (l'alliage qui se corrode si malencontreusement) dans le cœur. M. Auverlot, alors adjoint de la Direction de la Sûreté des Installations nucléaires, nous avait répondu qu'il n'existait pas. Il nous a été précisé cette fois que cet inventaire avait été réalisé (notamment à la suite du problème découvert sur les couvercles depuis l'automne 1991). Mais la centrale de Nogent ne peut nous le communiquer (il faudrait voir d'autres services, etc.).

À notre question sur l'éventuelle corrosion des pénétrations de fond de cuve du réacteur, M. Jeandron a répondu que celles de Tricastin 4 avaient été vérifiées et que rien d'anormal n'avait été trouvé.

INCIDENTS DE PALUEL

Une autre série de questions a ensuite porté sur ce qui s'est passé à Paluel le 20 janvier, lors d'une simulation d'incident : une accumulation de cafouillages et d'erreurs ont provoqué un refroidissement imprévu du cœur, ce qui pouvait entraîner un redémarrage et un emballement éventuel du réacteur. Or, l'équipe de quart avait déconnecté les sécurités de ce circuit primaire ! Comme la centrale de Paluel a mis une semaine à informer la Direction de la Sûreté des Installations nucléaires de la nature de "l'incident", le directeur de Paluel 1 et 2 a été muté. L'énormité de ces manquements à la sécurité a été admise par le directeur de la centrale de Nogent, mais nous n'avons pas reçu de réponse claire quand nous avons demandé si ce type de simulation d'incident était également pratiqué à Nogent (ce qui semble probable, puisqu'il a été présenté comme une affaire de routine).

Nous avons également cherché à mieux comprendre comment un agent EDF pouvait avoir décidé, de son propre chef, de provoquer l'arrêt d'urgence de trois réacteurs de Paluel, en novembre dernier. La réponse a été qu'il s'agissait d'un élément qui ne donnait pas vraiment satisfaction à ses supérieurs et qui était déçu de son absence de promotion. Un "pot" aurait été un facteur déclencheur de son acte. Il n'a guère été possible de savoir si ce comportement était l'indication d'une nette dégradation du climat social dans les centrales. L'agent responsable serait passé en conseil de discipline et aurait été révoqué (les agents EDF présents à la réunion d'information ont nié qu'il ait bénéficié d'une substantielle indemnisation de licenciement, comme la presse locale l'a pourtant affirmé).

SIMULATION DE PLAN D'ACTION À NOGENT (décembre 1992)

Diverses questions ont été posées sur la simulation d'accident qui a eu lieu à Nogent en décembre 1992. Il a été précisé qu'il s'agissait notamment de vérifier l'efficacité d'une structure de distribution d'iode à la population : la simulation prévoyait une contamination radioactive hors de la centrale. L'information concerne surtout le personnel médical des hôpitaux de Provins et de Troyes, qui auraient à intervenir pour apporter des soins aux agents de la centrale si un accident se produisait. Les structures d'accueil provisoire prévues

à Romilly et à Provins ne sont pas des structures de soin mais de regroupement pour des populations évacuées (elles permettraient de faire le "tri" des malades avant de les acheminer sur des structures de soin plus éloignées). Des hôpitaux militaires comme celui de Bercy sont prévus pour traiter les malades irradiés (il est considéré que ce serait surtout des agents travaillant sur le site).

Toutes ces informations étaient donc relativement banales, à ce détail près que M. Jeandron a parlé du commencement de l'élaboration d'un plan "post-accidentel", ce qui signifie que les autorités admettent aujourd'hui que les conséquences d'un accident nucléaire seraient durables. On se préoccuperait notamment des moyens de remise en culture des sols (les autorités s'étant rendu compte qu'une contamination radioactive importante impliquerait l'arrêt des cultures). Cette évolution très discrète est en fait considérable par ses implications.

DÉCHETS DE LA CENTRALE ET COMPTABILITÉ

M. Jeandron s'est félicité de la faiblesse des rejets d'effluents liquides radioactifs de la centrale, stockés sur site jusqu'à présent (en diminution constante grâce à un suivi très minutieux). Ils n'ont pas encore été évacués (cela explique que l'Andra, l'agence qui gère les déchets nucléaires, n'ait rien reçu de cette centrale).

L'EAU DE SEINE

Un représentant du CRECEP (organisme qui gère l'approvisionnement en eau de la Ville de Paris et dont un laboratoire effectue des mesures de radioactivité de l'eau de Seine), présent dans la salle, a expliqué que les contrôles ne donnaient à peu près rien, les mesures étant pour l'essentiel en dessous des seuils de détection.

Nous avons profité de l'occasion pour faire remarquer que notre courrier adressé au CRECEP en octobre 1992 n'avait pas reçu la moindre réponse, alors que cet organisme s'était engagé à rendre publics les résultats ainsi obtenus. Le représentant, visiblement gêné, a expliqué qu'ils avaient été transmis à la Mairie de Paris, qui tarde à donner ces résultats. Il a assuré que s'il y avait matière à inquiétude, l'information circulerait ! (La Mairie de Paris serait-elle embarrassée par la radioactivité trouvée dans l'eau de Seine, sans que cela provienne nécessairement de la centrale de Nogent-sur-Seine ?).

Il importe surtout de constater que l'arrêté préfectoral autorisant la centrale à augmenter ses rejets chimiques en Seine n'a toujours pas été signé. Les objections que nous avons formulées à l'époque de l'enquête ne semblent pas avoir été inutiles.

LA COMMISSION LOCALE D'INFORMATION

Mme la sous-préfète de Nogent a pris la parole à la fin de la réunion pour expliquer comment il serait possible de faire revivre la CLI, qui n'a jamais véritablement pu fonctionner à Nogent, du fait du refus constant opposé par le Conseil général de l'Aube à son financement. Une proposition devra être faite aux autorités locales et aux associations au cours du mois d'avril, après les élections, afin d'aboutir à un cahier des charges.

EDF accepterait de fournir une part du financement, mais elle le plafonnerait, afin de ne pas donner l'impression que la CLI dépend de cet établissement pour son fonctionnement. La DRIRE est prête à financer à 50 % des dépenses de fonctionnement et 100 % des actions d'information. Sur la question des experts extérieurs à EDF, il serait possible de financer leur venue pour des communications, mais pas de financer des expertises. La DRIRE est également disposée à assurer le secrétariat de la CLI. M. Jeandron a précisé qu'il revenait aux élus des départements (Aube et Seine-et-Marne) d'animer cette CLI.

Mme la sous-préfète a précisé qu'elle entendait convoquer une table ronde sur tout cela au mois d'avril.

NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le comité Stop-Nogent-sur-Seine a tenu son Assemblée générale le 12 décembre 1992

Celle-ci a été l'occasion de faire un bilan de l'activité pour l'année écoulée. Outre la publication régulière de notre bulletin, qui rend compte de nos activités courantes (actions contre le redémarrage de Superphénix, mesures de la radioactivité dans les fontinales de la Seine, etc.), la grosse affaire a consisté pour nous dans la rédaction et la diffusion dans tout le Nogentais de deux quatre-pages d'information.

Ils ont rencontré un intérêt certain auprès de la population, qui a maintenant largement cessé de nous considérer avec hostilité. Pour la première fois depuis longtemps, des gens habitant près d'une centrale en fonctionnement ont ainsi adhéré à un comité demandant l'arrêt d'une telle installation. Ce succès, pour modeste qu'il soit a une valeur de symptôme très encourageant.

Ces actions ont naturellement pesé sur les finances de notre association, mais le mouvement des réadhésions et des réabonnements, s'il se poursuit, nous permettra de nous en sortir.

Le compte spécial affecté aux prélèvements de fontinales pour mesure de radioactivité dans l'eau de Seine baisse lui aussi régulièrement et il est vivement recommandé de ne pas l'oublier !

Mises à part quelques interventions dans des radios locales (le syndicat *CNT Energie* nous offre plusieurs fois par an d'intervenir dans son émission mensuelle sur *Radio Libertaire*, le quatrième mardi du mois, de 20 h 30 à 22 h 30), nous avons rencontré peu

d'occasions d'intervention de ce type cette année. La principale raison en est, bien entendu, que la centrale de Nogent a pour le moment surmonté les problèmes les plus visibles auxquels elle avait dû faire face à partir de 1989 (mais cela pourrait provenir d'une information plus squelettique encore, malgré les assurances officielles sur la "transparence").

Nous avons également participé à diverses rencontres avec d'autres comités de sites et associations au cours de l'année : en mai, à Poitiers, sur l'initiative de *Stop-Civaux*, le 5 juillet à Lhuys, sur l'initiative de *Stop-Malville*, et en octobre à Golfech. Ces rencontres ont bien sûr montré l'intérêt qu'il y avait à maintenir des contacts entre tous ces groupes. Mais il est clair que le temps n'est pas mûr pour une liaison ou une "coordination" des efforts. On ne peut que souhaiter pour le moment la poursuite de ces contacts, assez informels.

La seconde partie de l'Assemblée générale a été animée par un débat proposé par B. et R. Belbéoch sur la manière dont on pourrait définir aujourd'hui un plan de sortie du nucléaire pour la France.

Nous publions en supplément à ce bulletin le texte que B. et R. Belbéoch ont finalement rédigé à la suite de ce débat. Nous proposons d'en faire le sujet d'une rencontre en mai 1993 entre comités de site et associations anti-nucléaires. Un prochain bulletin sortira d'ici là pour informer nos lecteurs et adhérents.



Dessin piqué dans **CONTRATOM**

Bulletin trimestriel de l'association *Contratom*

CONTRATOM Case postale 65 CH-1211 GENÈVE 8

ABONNEMENT : 20 Francs suisses

CCP 12-13446-0

ou compte bancaire : 534127000090-8 8447

c/o Banque centrale Coopérative SA

1211 GENÈVE 3

**Le conseil du mois de "Stop Nogent" :
placez votre argent en Suisse...**

On reproche fréquemment aux antinucléaires d'être "trop négatifs" et de ne mentionner que des horreurs : catastrophes, contaminations, maladies, etc. Les antinucléaires se sont pourtant montrés depuis vingt ans beaucoup trop peu pessimistes. Quand on retrace un historique de leurs positions, on constate que la plupart n'avaient pas cru qu'un accident de la gravité de Tchernobyl fût possible.

Mais la population veut des solutions et ne pas s'embarasser de constatations pessimistes. C'est pourquoi l'argument consistant à nous dire : "par quoi peut-on remplacer le nucléaire ?" porte assez souvent, particulièrement en France, ce pays qui brandit

l'électronucléaire comme une ligne Maginot chargée d'assurer son "indépendance énergétique". Il ne sert en général à rien de faire remarquer que cette indépendance est un mythe (le nucléaire assure un peu plus de 70 % de la production d'électricité mais cela correspond à un quart des besoins énergétiques totaux...).

C'est pour toutes ces raisons qu'une discussion sur les énergies renouvelables est régulièrement indispensable. La réunion que nous avons eue à ce propos le 4 avril 92 avec Liliane Battais du CLER (Comité de Liaison Energies renouvelables) et Serge Defaye (de Biomasse Normandie) nous a permis de nous fixer un peu mieux les idées.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Cette rencontre avait été proposée et organisée par Didier Hervo qui a souligné en introduction à quel point les énergies renouvelables doivent toujours être associées à la maîtrise de l'énergie. Le résultat de cette démarche permet des économies qui dégagent des ressources pour d'autres investissements. Mais elles ne peuvent être une simple substitution aux énergies "classiques", dans le cadre d'une consommation qui demeurerait inchangée. L'état des énergies renouvelables est particulièrement déplorable en Ile-de-France. Les autorités régionales manifestent un désintérêt à peu près complet.

LA BIOMASSE ET LE BOIS DE FEU

De l'exposé de Serge Defaye, de Bio-masse Normandie, il ressort qu'on sous-estime toujours les possibilités de la bio-masse et du bois de feu. On considère cette source d'énergie comme un legs du passé, généralement polluant. En fait, c'est l'énergie renouvelable la plus utilisée dans le monde et en France (dix millions de tonne-équivalent-pétrole en France), mais comme elle est peu commercialisée, elle est presque absente des statistiques.

Pour donner une idée des possibilités de la bio-masse, si on utilisait les bois de rebut et d'élagage disponibles dans la seule région d'Ile-de-France pour faire tourner des petites installations fonctionnant en cogénération, on atteindrait une production équivalente à celle d'un réacteur nucléaire... Ce bois va le plus souvent en décharge, où il se décompose en dégageant du méthane, qui augmente l'effet de serre.

On commet un contre-sens fréquent à propos du bois : comme les forêts tropicales sont surexploitées on croit que toutes les forêts le sont. En fait, les forêts européennes sont sous-exploitées (elles connaissent un accroissement biologique annuel de 60 %). Le bois est également considéré comme "naturel", ce qui peut être une illusion. La forêt landaise est parfaitement artificielle, on plante aujourd'hui au Portugal des eucalyptus pour éviter les friches, etc. L'important, c'est de comprendre qu'une forêt sous-exploitée meurt (par les incendies, les tempêtes, etc.). Il faut aussi éviter d'arracher les haies et les talus, erreur qui a été commise en Bretagne.

L'essentiel, c'est de tenir compte de facteurs extrêmement variés. Il faut faire des "éco-bilans", ce qui n'est presque jamais le cas aujourd'hui. On n'en parle que dans la perspective de définition de normes AFNOR, mais c'est l'enjeu de rapports de force entre des lobbies très puissants, qui agissent en coulisse.

À PROPOS DE L'EFFET DE SERRE

L'arbre demeure la seule façon de fixer le gaz carbonique de l'atmosphère, mais cette capacité dépend beaucoup de la courbe de croissance des essences. Un taillis à croissance rapide fixe beaucoup de carbone, tandis que la forêt amazonienne a atteint un équilibre.

Le carbone n'est qu'un élément du débat. Le soudain consensus sur l'effet de serre est un phénomène médiatique suspect. Le plus important, c'est que le problème de l'effet de serre semble réversible, tandis que les effets du nucléaire ne le sont pas.

L'augmentation de gaz carbonique dans l'atmosphère terrestre est patente depuis un siècle, mais on en connaît très mal les conséquences. Les études sont aujourd'hui très insuffisantes. Dans les modèles établis pour rendre compte de l'effet de serre, le rôle des plantes n'est pas pris en compte, ce qui est tout de même énorme.

Quand on entend l'industrie nucléaire expliquer que le risque d'accident est réel dans les centrales de l'Est, il est facile de produire des comparaisons chiffrées. Rouvillois, l'administrateur général du CEA a avancé le chiffre de 64 milliards de francs pour améliorer 16 réacteurs de type Tchernobyl et 14 autres. Or, avec des turbines à gaz à cycle combiné de 1000 Mw, à 3,7 milliards de francs l'unité, il faudrait une trentaine d'unités pour les pays de l'Est. Sur 20 ans, cela représenterait un investissement de 12 milliards de francs par an, et le risque nucléaire serait supprimé...

LE COMITÉ DE LIAISON ÉNERGIES RENOUVELABLES

Liliane Battais a ensuite présenté le CLER, qui regroupe 60 associations régionales sur les énergies renouvelables. Ce sont le plus souvent des bureaux d'étude qui ne sont pas en concurrence avec les bureaux d'étude privés, du fait du peu de rentabilité des énergies renouvelables et du peu d'intérêt manifesté par l'industrie pour cette production d'énergie.

De son exposé, et des débats qu'il a suscités, il ressort qu'il faut absolument distinguer l'énergie de l'électricité. L'énergie consiste surtout en chaleur. Les énergies renouvelables sont principalement de quatre sortes :

- solaire (passif, en serre ; ou actif, pour l'eau chaude par exemple),

- biomasse (bois, biogaz),
- force motrice (éolienne, micro-hydraulique),
- géothermie (énergie peu renouvelable mais d'usage local).
Sauf en ce qui concerne les barrages hydro-électriques, les énergies renouvelables ont pour caractéristique d'impliquer un usage local et décentralisé. C'est pourquoi elles sont maîtrisables par les populations locales et n'impliquent pas des choix collectifs irréversibles, ni de déchets à traiter, ni d'installations massives. Elles participent au développement local, etc.
En France, c'est la centralisation de la politique énergétique qui empêche le développement des énergies renouvelables.
Les associations du CLER ont de nombreux contacts dans les régions et participent à une réflexion au croisement de la technique, du développement local, de l'économie sociale, etc. On peut ainsi lire un Cahier du CLER consacré aux problèmes économiques.
Pour saisir l'intérêt des énergies renouvelables, il faut une approche globale. Un raisonnement énergétique est radicalement

différent des raisonnements qui président à la politique énergétique et qui se concentre sur les gros projets.
La démarche des énergies renouvelables est du type : quels sont les besoins à satisfaire ? S'agit-il de transport, de chauffage, etc. ? Quel moyen est le plus adapté pour y répondre ? Quelle source d'énergie est la mieux adaptée à ce moyen ? Le but principal est de minimiser les consommations, en remontant la chaîne des besoins vers les moyens de production. *Dans la réalité c'est l'inverse qui se produit.*

On comprend que de ce point de vue, l'utilisation de l'électro-nucléaire pour le chauffage électrique constitue une des plus grosses aberrations de la politique actuelle.
Ce qui est grave, c'est que l'évolution en France a été à rebours de celle des pays voisins. Tous les projets sur l'habitat bioclimatique (avec un appoint solaire), tous les éléments de programmes scolaires concernant l'énergie, ont disparu. L'Etat français s'est isolé du reste de l'Europe.

PHÉBUS

Phébus est une petite centrale solaire photovoltaïque (1 Kw), qui a été construite face à Superphénix et qui a été connectée au réseau général de distribution d'électricité. Ce dernier aspect invalide malheureusement l'expérience, qui voulait avoir valeur de démonstration en faveur des énergies renouvelables. En effet, le photovoltaïque ne peut être énergie de puissance. Seuls des usages spécifiques sont possibles (pour des hameaux isolés de montagne, par exemple). D'une manière générale, l'électricité ne doit servir ni à l'eau chaude ni à la chaleur. Or Phébus, par la connexion au réseau, ne se distingue pas de ces usages. La consommation n'a changé aucune de ses habitudes. Ce qu'il faut toujours poser comme question, c'est : "produire de l'électricité pour servir à quoi ?". Les responsables industriels partent toujours des gisements au lieu de poser d'abord le problème des besoins. La réduction des consommations électriques aurait davantage de chances de faire plier l'industrie nucléaire que la construction de quelques installations symboliques comme Phébus (on peut en effet toujours nous dire : vous voyez, le solaire n'est pas assez puissant pour produire ce que produit le nucléaire).

LA BIOMASSE EN ILE-DE-FRANCE

25 % de la superficie de l'Île-de-France est couvert de forêts. 500 000 tonnes équivalent pétrole sont valorisées dans des usines d'incinération (comme à Vitry ou à Saint-Ouen) et alimentent les réseaux de chaleur. Restent non valorisées un million de tonnes équivalent pétrole (bois de rebut, élagage, déchets verts, graisses organiques, etc.).
La biomasse végétale des forêts n'est guère utilisée dans la région. La paille issue de l'agriculture pourrait servir à alimenter des chaudières spécifiques (à Villeparisis, il y a une chaudière à paille). On pourrait tout à fait construire vingt à trente petites centrales thermiques (60 Mw) fonctionnant en cogénération (c'est-à-dire réutilisant la chaleur produite dans le cycle de production d'électricité et habituellement perdue). Cela donnerait l'équivalent d'un réacteur de 1300 Mwe (fonctionnant 4200 heures par an). Des unités pourraient également traiter la biomasse chimique, ce qui permettrait de résoudre en passant le problème des déchets locaux, dont la mise en décharge est coûteuse). Là encore, on le voit, les énergies renouvelables (hormis les barrages) ne peuvent prétendre aujourd'hui concurrencer en terme de puissance, les sources d'énergie fossiles ou nucléaires. Mais elles disposent d'avantages fort appréciables, dès aujourd'hui, elles apportent en effet des économies importantes pour une région, une solution pour toute une série de déchets, et un approvisionnement décentralisé en électricité et en chaleur.

En page 11 vous trouverez le dernier tract diffusé par le Comité.

Une distribution a eu lieu sur un marché le 7 mars.

D'autres pourraient avoir lieu...

Vous pouvez le reproduire pour le diffuser et/ou l'afficher.

Il existe aussi sous forme de dépliant. Si vous voulez des originaux du dépliant pour le reproduire, écrivez ou téléphonez.

FISSURES ET DÉFAUTS GÉNÉRIQUES DANS LES RÉACTEURS NUCLÉAIRES SUÉDOIS

Le Svenska Dagbladet est un des deux principaux quotidiens suédois. La presse écrite est très lue en Suède (les tirages sont de l'ordre de ceux de la presse britannique, proportionnellement à la population). Cette affaire a eu un grand retentissement, puisque l'article est paru en première page.

DES PROBLÈMES DE RÉACTEURS DÉJÀ CONNUS DANS LES ANNÉES 1980

Les rapports américains qui n'ont pas atteint l'industrie nucléaire

Les problèmes qui ont amené l'arrêt de cinq réacteurs nucléaires suédois étaient déjà connus aux Etats-Unis au milieu des années 1980, et l'information concernant ces problèmes avait vraisemblablement été envoyée en Suède.

Ces problèmes concernent la laine de verre utilisée pour l'isolation des systèmes de refroidissement de secours. Le liant de la laine de verre s'était évaporé petit à petit, ce qui fait que de gros flocons ont été arrachés par des jets de vapeur brûlante échappés lors d'une défaillance de vanne à Barsebäck dans le courant de l'été.

Aux Etats-Unis, la laine de verre a été remplacée par un autre type dès 1986-1987. Ce nouveau type de laine de verre est à présent installé en Suède. On installe également des filtres plus grands.

— Les essais effectués en Suède dans les années 1970 ont montré que le système était sûr. Il est probable qu'une certaine forme d'auto-satisfaction nous a poussés à nous reposer sur ces résultats, ce qui a pu nous faire ignorer d'éventuels rapports provenant des Etats-Unis, a déclaré au *Svenska Dagbladet* Leif Johansson, directeur technique de Ringhals 1 et 2.

DES PROBLÈMES DE RÉACTEURS CONNUS DEPUIS 5 ANS

Les avertissements américains concernant les filtres obstrués ignorés à Ringhals.

RINGHALS (*Svenska Dagbladet*)

Les problèmes des systèmes de refroidissement de secours qui ont contraint la Suède à arrêter cinq réacteurs nucléaires étaient déjà connus aux Etats-Unis au milieu des années 1980.

Aux Etats-Unis, on a remplacé en 1986 et en 1987 toute l'isolation en laine de verre dans les enrobages de réacteur par un autre type, de meilleure qualité, qui est d'ailleurs similaire à celui que l'on installe à l'heure actuelle à Ringhals 1.

Y a-t-il une communication ?

Il existe depuis longtemps un échange d'information de routine sur l'état des connaissances entre les Etats nucléaires occidentaux, aussi bien entre les producteurs d'énergie qu'entre les autorités de sûreté. C'est vraisemblablement ce qui s'est produit en l'occurrence, mais les rapports en provenance des Etats-Unis sur le sujet ont été selon toute vraisemblance noyés sous le flot d'informations reçu par l'industrie nucléaire suédoise.

— Je ne peux pas réellement donner de réponse sur ce qui s'est passé, a déclaré Leif Johansson, directeur technique de Ringhals 1 et 2.

Des rapports ignorés

— Les essais effectués en Suède dans les années 1970 ont montré que le système était sûr. Il est probable qu'une certaine forme d'auto-satisfaction nous a poussés à nous reposer sur ces résultats, ce qui a pu nous faire ignorer d'éventuels rapports provenant des Etats-Unis, a-t-il déclaré.

Des rapports au fond des tiroirs

Stig Olson, inspecteur des réacteurs de Ringhals 1 et 2 au sein du SKI, le service d'inspection nucléaire suédois, ne dit pas autre chose :

Effectivement, j'ai vu ces jours-ci des rapports d'essai suédois datant de 1977 qui concluaient à l'absence de problème.

Stig Olson, n'a pas vu, lui non plus, de rapports en provenance des Etats-Unis, mais il admet qu'ils se trouvent certainement quelque part dans les tiroirs du SKI.

Les essais suédois des années 1970 avaient été faits sur un nouveau type de laine de verre, mais le liant s'est évaporé au fil des années et la laine de verre a perdu de sa cohésion.

Obstruction des filtres

Par conséquent, les jets de vapeur brûlante qui se sont échappés cet été lors d'une défaillance de vanne dans un des réacteurs de Barsebäck ont arraché des flocons de laine de verre beaucoup plus gros que prévu.

En moins d'une demi-heure, ces flocons menaçaient d'obstruer les filtres au travers desquels passe l'eau de refroidissement de secours.

Les travaux pour résoudre le problème se poursuivent actuellement dans les réacteurs arrêtés. A Ringhals, on installe une isolation en laine de verre dont on espère qu'elle tiendra mieux, et qu'elle n'obstruera pas autant les filtres lors d'une alerte. De plus, on monte des filtres à mailles plus grandes.

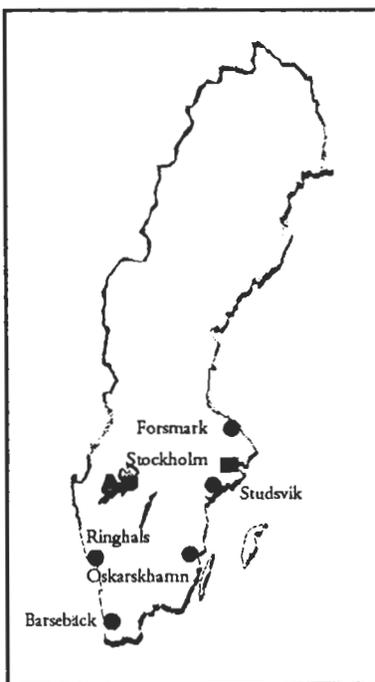
Un réservoir de secours

Leif Johansson espère pouvoir, si le SKI approuve les mesures prises, redémarrer Ringhals 1 avant la fin de l'année.

En ce qui concerne les deux réacteurs arrêtés à Barsebäck, on a choisi, durant une période de transition — jusqu'à la révision de 1993 — de puiser l'eau de refroidissement de secours dans un réservoir situé à l'extérieur du bâtiment réacteur.

Grâce au bon niveau de remplissage des barrages du nord du pays, conjugué à la mauvaise conjoncture économique, l'arrêt actuel de cinq réacteurs sur les douze que compte le pays ne risque pas de provoquer de pénurie brutale d'électricité.

(Bag Bjerke, *Svenska Dagbladet*, jeudi 26 novembre 1992)



Toutes les centrales nucléaires suédoises se trouvent sur la côte. Il y a 4 réacteurs à Ringhals (3 380 Mw), 2 à Barsebäck (1 185 Mw), 3 à Oskarshamn (2 110 Mw), et 4 à Forsmark (3 090 Mw).

Arrêter Superphénix, c'est encore possible maintenant...

Le lobby nucléaire s'acharne à défendre Superphénix, cette centrale à plutonium, et engage une enquête publique pour renouveler l'autorisation de fonctionnement de cette installation, du 30 mars au 30 avril. Le fait que le directeur de la DSIN, Lavérie, ait été remplacé il y a quelques jours, n'augure rien de bon. Superphénix ne peut fonctionner réellement comme

"incinérateur de déchets", il sert en fait de rempart à tout le reste de l'industrie nucléaire, depuis les centrales qui vieillissent mal, jusqu'à l'installation de La Hague, où l'on extrait le plutonium, pour ne savoir qu'en faire. Nos lecteurs trouveront au bas de cette page une information venue du Japon sur la question des transports de cette matière hautement dangereuse par bateaux.

Nom :
Adresse :
Le

A Monsieur le Président de la Commission d'Enquête
pour la centrale de Creys-Malville

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative au renouvellement de l'autorisation de la centrale de Creys-Malville, j'ai l'honneur de vous faire part des remarques suivantes, que je vous demande de bien vouloir annexer aux registres d'enquêtes.

Je vous vous dire mon indignation à la connaissance de l'ouverture de l'enquête sur un périmètre de quelques 5 km alors qu'aucun débat démocratique sur les choix énergétiques français n'a eu lieu, pas même au parlement, et que l'exploitation d'une installation de ce type concerne directement des millions de personnes en Europe. Quel mépris pour la démocratie !

Je veux également vous exprimer le sentiment de manipulation que j'éprouve à l'égard de la proposition de faire fonctionner le surgénérateur Superphénix en sous-générateur. La sous-génération n'est guère pour le moment qu'une vue de l'esprit : son application dans le réacteur de Creys-Malville n'aurait lieu, au plus tôt qu'avec un troisième chargement de combustible de Superphénix (au-delà de l'an 2000) et sa faisabilité financière est incertaine aux dires mêmes du ministre de la Recherche. Il est tout à fait impossible que la gestion de la fin du cycle du combustible nucléaire (les déchets radioactifs), dans l'impasse actuellement, puisse être résolue dans la fuite en avant de la sous-génération et de la transmutation.

Ce qui est sûr par contre, c'est que l'expérimentation de ces nouvelles techniques dans Superphénix aggraverait les risques inacceptables de ce réacteur unique au monde. La Direction de la Sécurité des Installations Nucléaires n'hésitait pas à déclarer il y a quelques mois : « Il faut considérer que la probabilité d'apparition de nouvelles défaillances est significative. »

Je pense que l'exploitant de la centrale et les industriels associés à ce projet (essentiellement le CEA) ne visent qu'à sauver la face et atténuer l'effet d'une faillite déjà financée par les contribuables dont je fais partie.

En conclusion, je vous demande instamment, Monsieur le Commissaire Enquêteur, de donner un avis très défavorable pour le renouvellement de l'autorisation de la centrale nucléaire de Creys-Malville.

(signature)

Une fois (photo)copiée, complétée et signée, la lettre ci-dessus est à retourner le plus rapidement possible
au Comité Malville - 4, rue Bodin - 69001 LYON
Initiative du Comité Malville avec Greenpeace - 28, rue des Petites-Ecuries - 75010 PARIS
et "Les Européens contre Superphénix" c/o Contratom - Case postale 65 - 1211 GENÈVE 8 - SUISSE

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS GÈNÉ PAR LES CRITIQUES ÉTRANGÈRES

(Nuke Info Tokyo, nov.-déc. 1992)

Des dirigeants japonais ont indiqué qu'ils pourraient revoir leur politique à venir du plutonium, d'après le *New York Times* et l'*Associated Press*. Les commentaires ont été faits au cours d'une conférence de presse donnée par le ministre des Affaires étrangères, l'Agence pour la Science et la Technologie et l'Agence de sûreté maritime le vendredi 13 novembre 1992. Comme seuls des journalistes étrangers avaient été invités et que la conférence de presse avait lieu la veille d'un week-end suivi d'un lundi chômé dans toute la presse japonaise, cette information n'a été rapportée que par la presse étrangère.

Les dirigeants japonais auraient donc admis avoir été surpris par les fortes critiques internationales à l'encontre du transport de plutonium en cours vers le Japon. « Aucun des responsables s'occupant de cette cargaison ne s'attendait à ce qu'elle reçoive une telle attention publique », aurait déclaré Toichi Sakata, le directeur du secteur combustibles nucléaires de STA. Ces commentaires sont les premiers où le gouvernement japonais prend publiquement en compte le tollé international suscité par le voyage de l'*Akatsuki Maru*. Il est devenu un cauchemar diplomatique au moment où le Japon cherche à adopter une attitude extérieure plus volontaire, plus en rapport avec sa puissance économique.

D'après le *New York Times*, un diplomate a déclaré que « l'environnement international a changé. Nous ne serons peut-être pas en mesure de nous en tenir à notre projet pour les dix prochaines

années », et il aurait ajouté : « nous commençons à le revoir ». Un autre dirigeant japonais avait reconnu auparavant que « des différences importantes de position » étaient apparues au sein du gouvernement sur la manière de procéder avec les transports de plutonium, qui exaspèrent des nations que le Japon a mis des décennies à amadouer.

Cependant, le fait qu'ils n'avaient invité que la presse étrangère montre clairement qu'ils essayent de calmer les médias étrangers pour que leurs articles sur l'*Akatsuki Maru* s'améliorent.

Au cours d'une visite officielle au Japon, le Président Patricio Alwyn du Chili a tenu une conférence et dit qu'il avait exprimé son inquiétude dans les discussions qu'il avait eues avec le Premier ministre japonais Miyazawa à propos de ce transport. Mais le porte-parole du ministre des Affaires étrangères, M. Hanabusa, que le sujet n'avait pas été abordé au cours des « discussions formelles ».

Tout cela montre à quel point le gouvernement japonais est sensible à cette affaire. Il est certain qu'il y a effectivement des controverses au sein du gouvernement à propos du programme d'utilisation du plutonium et que la révision du programme nucléaire à long terme entraînera inévitablement une révision du programme sur le plan. D'autres protestations de la part de gouvernements étrangers, plus fortes que les précédentes, seront nécessaires pour faire cesser les transports de plutonium.

BREVES

EDF a abandonné le "tout-nucléaire"

Un article du *Monde* du 15 novembre 1992 nous a appris que EDF avait décidé de commander des centrales au fioul et au gaz pour les années à venir (une vingtaine de turbines). Le but sera de faire face à la demande d'électricité l'hiver, surtout dans la région parisienne, où le chauffage électrique a été inconsidérément développé, avec la bénédiction d'EDF.

Une phrase mérite d'être citée intégralement : "Ainsi, dans moins de trois ans, il en sera presque fini de ce coûteux suréquipement qui a certes permis le développement des exportations d'électricité, mais qui oblige EDF à couvrir aujourd'hui des besoins «de pointe» limités à quelques dizaines d'heures par an, avec un outil nucléaire conçu pour fonctionner «en base», c'est-à-dire de façon uniforme et continue tout au long de l'année. A compter de 1995, l'électricité tricolore sera produite de manière plus rationnelle."

Cette sortie du "tout-nucléaire" confirme le bien-fondé de toute une série d'arguments défendus depuis vingt ans par les antinucléaires.

Décision de redémarrage de la centrale arménienne

C'est ce qu'affirme un article du *Monde* du 21 mars 1993. Ce réacteur avait été fermé après le tremblement de terre de 1988, alors que le mouvement d'opposition de la population arménienne à cette installation atomique avait commencé en 1987 (ce fut d'ailleurs l'une des premières luttes précédant le mouvement national arménien).

L'argument invoqué par les députés du parlement arménien, c'est que le blocus économique est trop rigoureux et qu'il faut à l'Arménie une source d'énergie indépendante. Les députés ont annulé leur résolution de 1992 prévoyant de soumettre à référendum toute décision sur un recours à l'énergie nucléaire.

Le gouvernement arménien a invoqué les rapports de multiples missions d'experts (notamment de l'agence de Vienne et de Framatome). Il s'agit d'un réacteur de type VVER 440 - 230, le plus vieux du genre, de même type que les réacteurs les plus dangereux de Bulgarie ! Il faudra apparemment attendre 1994 pour un redémarrage effectif (si les Azéris ne bombardent pas le site d'ici là...).

TCHERNOBYL

Le gouvernement ukrainien maintient officiellement son engagement de fermeture des deux réacteurs encore en fonctionnement sur le site de la catastrophe, pour la fin de 1993. Mais le lobby nucléaire fait tout son possible pour empêcher une telle conclusion.

L'argument le plus inquiétant, c'est que la production électrique de ces deux réacteurs correspond à peu près à l'ensemble des exportations de courant de l'Ukraine, une de ses rares sources en devises. Les pressions se multiplient dans ce pays pour mettre fin au moratoire de cinq ans sur la construction de nouvelles centrales (voté par le parlement ukrainien en 1990).

Si une telle décision était prise, trois réacteurs, dont la construction est presque achevée, pourraient entrer en fonctionnement à court terme : il s'agirait de trois réacteurs de type VVER (à eau pressurisée), de 1000 Mw.

L'acharnement dont fait preuve le lobby nucléaire international est assez prodigieux. Nous renvoyons nos lecteurs à la lecture de la pétition (page 10 de ce bulletin) contre le bricolage nucléaire dans l'est de l'Europe. Il serait beaucoup moins coûteux de prêter des turbines à gaz à ces pays et naturellement infiniment moins dangereux...

Nous avons reçu au courrier un appel à l'abrogation du projet de centrale nucléaire au Carnet, près de Nantes. Il dit ceci :

CENTRALE NUCLÉAIRE DU CARNET

Le projet de centrale électro-nucléaire du CARNET est né en 1981. Ce projet est la réponse socialiste à l'abandon du projet du PELLERIN dont la Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) ne sera abrogée qu'en 1983. Les quatre tranches de 1300 Mw sont devenues deux tranches de 1400. On a simplement transféré le site à l'autre extrémité du Canal Maritime de la Basse-Loire, dans un environnement humain frappé par le chômage (Paimbœuf).

La procédure initiée par le gouvernement Mauroy (P.S. + P.C.) a été bouclée par le gouvernement Chirac (R.P.R. + U.D.F.) qui a "sorti" la Déclaration d'Utilité Publique le 22 mars 1988, à quelques jours de sa démission. La validité de ce décret vient à échéance le 22 mars 1993, date à laquelle il est renouvelable pour une nouvelle période de cinq ans !

SEIZE ANS APRÈS le lancement du projet initial, après l'essai de Corsept, Ingrandes, Varades, Liré, Le Pellerin, il est temps de mettre fin à cette aventure irresponsable, de lever l'hypothèque nucléaire qui pèse sur la Basse Loire.

ABROGATION DU DÉCRET D'UTILITÉ PUBLIQUE

POUR TOUTE CORRESPONDANCE AVEC L'ASSOCIATION "UNE BASSE-LOIRE SANS NUCLEAIRE", écrire à :
J.B. Champain, Le Pé de Buzay, 44640 LE PELLERIN

LE CARNET (suite)

Le Premier ministre en exercice le 22 mars 1993, P. Bérégovoy a en fin de compte pris une décision mi-chèvre mi-chou : on abandonne la partie du décret de 1988 concernant la D.U.P., mais on proroge la partie concernant les expropriations (il reste 6 hectares à acquérir).

La D.U.P. est donc tombée, mais les expropriations restent possibles. Cette situation constitue à coup sûr une source de litige juridique.

La plupart des grands partis politiques (Parti communiste excepté) avaient finalement pris position contre le projet et cela a sans doute eu son importance.

Nous rendrons compte plus en détail des suites de cette affaire dès que nous disposerons d'informations plus complètes. Mais il convient de remarquer que c'est la deuxième D.U.P. sur un projet nucléaire qui échoue dans cette région.

PÉTITION AU PARLEMENT EUROPÉEN

HALTE AU BRICOLAGE !

Les organisations, les partis et les individus, signataires de cette pétition considèrent que tous les réacteurs nucléaires en Europe de l'Est et de l'Ouest constituent une grave menace sur la sécurité du continent tout entier. Ils demandent au Parlement européen de faire usage de tous les moyens à sa disposition pour obtenir la fermeture de ces réacteurs et pour s'opposer à tous les investissements les concernant, qui ne seraient pas destinés à favoriser leur fermeture immédiate.

Un vieillissement prématuré, des erreurs de conceptions et des techniques dépassées, une attention insuffisante portée aux risques d'accident, sont des défauts généralement reconnus pour toutes les centrales les plus anciennes. Des porte-parole officiels de l'industrie et des autorités de sûreté admettent qu'il est **impossible** d'amener ces installations au niveau des réacteurs modernes, eux-mêmes considérés comme un danger intolérable par la majorité des populations.

Les soussignés rappellent au Parlement européen qu'il existe d'autres voies pour chacun des pays concernés. **Non seulement celles-ci permettent d'éviter le risque nucléaire, mais elles sont également moins coûteuses et plus faciles à mettre en œuvre. Elles créent également davantage d'emplois et ont une portée économique plus large, ce qui contribue à la stabilité sociale.**

Les soussignés demandent plus particulièrement au Parlement européen d'utiliser son influence auprès de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et d'autres institutions du même type, afin qu'elles arrêtent tout investissement en rapport avec l'industrie nucléaire. Cela implique notamment :

- de ne pas fournir de crédits pour la modernisation de réacteurs obsolètes... **Sous prétexte de préoccupations pour la sûreté, de tels investissements prolongent en effet le danger et constituent de simple subventions à des industries occidentales en perte de vitesse**
- de ne pas accorder de prêts pour la construction (ou l'achèvement) de réacteurs nucléaires (même en les adaptant aux normes de sûreté occidentales)
- de réorienter les politiques d'investissement dans le domaine de l'énergie vers des programmes différents tels que :
 - **une utilisation rationnelle de l'énergie**
 - **une meilleure efficacité dans la production d'énergie (par exemple les cycles combinés)**
 - **les énergies renouvelables**

Les solutions écologiques les plus favorables sont également les plus rationnelles du point de vue économique et social. Ils doivent avoir la primauté sur les intérêts particuliers de l'industrie nucléaire.

| Nom/Groupe | adresse | pays | signature |
|------------|---------|------|-----------|
|------------|---------|------|-----------|

CE FORMULAIRE EST A RETOURNER AVANT LE 31 MAI 1993 A L'ADRESSE SUIVANTE :
ContrAtom, Case postale 65 - CH 1211 GENÈVE 8 - SUISSE

Et que ça saute?...

Si quelqu'un vous dit...

... que seuls les réacteurs nucléaires des ex-pays communistes sont dangereux, mais que les réacteurs français sont sûrs...

... ne le croyez pas !

- Des alliages métalliques inappropriés se corrodent et se fissurent dans des parties très vulnérables du circuit primaire des réacteurs d'E.D.F.
- Des entreprises sous-traitantes (dont SPIE-Batignolles*) ont falsifié des radiographies de contrôle de soudures défectueuses.
*D'après *Nucleonics Week* (le journal international de l'industrie nucléaire), du 2 juillet 1992.
- Des techniciens d'E.D.F. *craquent*. Ainsi, à Paluel, l'un d'entre eux est même allé jusqu'à déclencher les systèmes d'arrêt d'urgence de... trois réacteurs.
- D'autres perdent confiance en leur hiérarchie et essaient de rencontrer *clandestinement* la Direction de Sécurité des Installations Nucléaires, pour lui confier les nombreuses *inobservations* des règles de sécurité pratiquées par l'exploitant.
- Au mois d'août 1992, presque la moitié du parc nucléaire (26 réacteurs sur 55) était à l'arrêt, pour échange de combustible, maintenance, défaut de conception ou incident.

1979 - THREE MILE ISLAND - U.S.A.

1986 - TCHERNOBYL - U.R.S.S.

COMBIEN DE TEMPS ÉCHAPPERONS-NOUS AU SORT DE L'UKRAINE ?

Anticipant l'accident, la France refuse d'ores et déjà d'appliquer les normes internationales de radioprotection!

Les médias occultent le vrai danger, les politiques dissimulent tant qu'ils le peuvent.

Nous sommes tous responsables, on a la presse, les élus, les experts et les catastrophes nucléaires que l'on mérite...

↳ Comité Stop Nogent-sur-Seine clo Nature et Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

SOMMAIRE

| | |
|--|-------|
| Editorial | p. 1 |
| Bilan annuel de Nogent | p. 2 |
| Notre Assemblée générale | p. 4 |
| Energies renouvelables | p. 5 |
| Incidents en Suède | p. 7 |
| Superphénix et le plutonium vers le Japon | p. 8 |
| Brèves | p. 9 |
| Pétition contre le nucléaire à l'Est | p. 10 |
| Et que ça saute ?... (tract) | p. 11 |

SUPPLÉMENT

Une urgence, sortir du nucléaire
par Bella et Roger Belbéoch

COMMANDES

Le comité Stop-Nogent a diffusé en 1992 deux tracts d'information de 4 pages à Nogent-sur-Seine, en collaboration avec *Provins-Ecologie et les Amis de la Terre de Troyes*.

On peut nous en commander des exemplaires aux tarifs suivants :

- 1 exemplaire :3,50 F, port compris
- de 2 à 5 :1 F l'unité + 4 F de port
- de 6 à 10 :1 F l'unité + 10 F de port
- de 11 à 20 :1 F l'unité + 15 F de port
- de 21 à 50 :1 F l'unité + 20 F de port

Tirage spécial du supplément :

Une urgence, sortir du nucléaire.

- 1 exemplaire :4,50 F, port compris
- de 2 à 5 :2 F l'unité + 10 F de port
- de 6 à 10 :2 F l'unité + 15 F de port
- de 11 à 20 :2 F l'unité + 20 F de port

ADHÉSION,
MODE
D'EMPLOI...



c/o Nature & Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

Bulletin
d'adhésion
& d'abonnement

NOM: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ VILLE: _____

Adhésion: 50 F Abonnement à " La Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine "
(1 an) : 50 F (Gratuit pour les étudiants et les chômeurs adhérents du Comité).

Don pour le Comité _____ F Don pour le contrôle de la radioactivité _____ F
Chèques à l'ordre de: " Comité Stop Nogent ".

« La lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine » - Directeur de publication : Guy Fargette - CPPAP n°AS 71349

Abonnement : 1 an / 5 n° : 50 F - Maquette : Stop Nogent - Imprimerie : Célia Copie.

COMITÉ STOP NOGENT c/o Nature et Progrès 14, rue des Goncourt 75011 PARIS

☎ 45 45 01 37 (répondeur) - Adhésion : 50 F/an minimum.

Réunions les 1^{er} et 3^e jeudis du mois à 19 h à l'AEPP 46, rue de Vaugirard PARIS VI^e - RER Luxembourg